

Rapport d'assemblée générale **2024**

La cohésion sociale
n'est pas une option :
**les Centres Sociaux toujours
plus fragilisés**

RAPPORT MORAL

Les constats qui ont poussé à la mobilisation des Centres Sociaux restent inchangés

Il y a plus d'un an, le 31 janvier 2024, partout en France, les Centres Sociaux se mobilisaient dans l'espace public pour tirer la sonnette d'alarme sur leur situation. Plus de 150 000 personnes, habitant·es, élu·es lo-

caux, parlementaires et médias se faisaient l'écho de cette interpellation, toutes et tous bien conscient·es qu'un Centre Social qui licencie, réduit ses activités ou ferme, ce sont autant de services et de vitalité qui disparaissent des territoires.

Une mobilisation, un cri d'alerte face à une situation sociale qui s'aggrave, un recul des services publics, des besoins sociaux croissants, une augmentation continue des charges des structures, des postes de plus en plus difficiles à pourvoir et de plus en plus précaires, une surcharge administrative et des contraintes de gestion qui s'imposent au détriment de la qualité du projet.

Les structures ne peuvent plus faire le grand écart entre des demandes en termes de lien social, d'urgence sociale, d'animation et de développement social qui ne cessent d'augmenter, et un investissement public qui n'est pas à la hauteur.

La cohésion sociale est un socle, pas une option

Nous avons conscience que les réponses ne viendront pas uniquement de l'état. C'est pourquoi nous appelions déjà, il y a un an, à co-construire des réponses avec l'ensemble des acteurs responsables de la cohésion sociale.

Mais notre inquiétude est plus vive que jamais, dans un contexte de restrictions budgétaires demandées aux collectivités, qui se traduisent souvent par des annonces de retrait du soutien financier aux acteurs de la cohésion et du lien social qui, on le sait et on le voit déjà, sont les premiers à en pâtir. Or l'investissement dans la cohésion sociale ne peut dépendre de volontés politiques ou d'arbitrages

Un an après l'appel des Centres Sociaux aux co-responsables de la cohésion sociale, la situation s'est aggravée pour de nombreuses structures.

Aujourd'hui, plus que jamais, la cohésion sociale et le lien social ne sont pas une option.

financiers. Il ne devrait pas y avoir de négociation quand il s'agit de préserver les liens et la cohésion sociale. Ils sont le socle de la société, pas une variable d'ajustement de budgets !

C'est pourquoi nous appelons :

- ➔ à une réponse de l'État et l'ouverture effective des chantiers autour du renouvellement du

modèle économique des Centres Sociaux, en cohérence avec le sens du projet et de l'approche Centre Social dans les territoires (refonte du modèle économique de l'animation coordination globale, renforcement des fonctions de l'animation collective famille, modèle économique des centres de loisirs à repenser, qualité et conditions de la coopération), et de la lutte contre la surcharge administrative

- ➔ au déblocage d'un nouveau fonds d'urgence en 2025 pour permettre aux structures les plus en difficulté, toujours plus nombreuses, de passer le cap de l'année 2025 dans l'attente de réponses plus structurelles

Un fédéralisme plus fort pour résister

Dans la Vienne, un groupe de val'heureux·ses' administrateur·ices et salarié·es se sont engagés pour réinventer notre fédéralisme (pour les curieux·ses, voir en fin de document). Bien sûr, ils ont écouté l'ensemble des adhérents, des partenaires professionnels et financiers. Ils ont réfléchi, discuté et produit des documents régulièrement rediscutés avec tous et toutes. Chacun, chacune d'entre nous peut leur dire **un grand MERCI** pour le temps et l'énergie consacré à renforcer notre bien commun. Merci aux personnes mais **MERCI aussi aux associations** dont ils et elles sont issus : l'ADAPGV, le Centre d'Animation des Couronneries, La case, La Maison Pour Tous du pays Mélusin, Le local, la Maison des projets, La gibaudeirie, les Trois cités, Saint Eloi Vivre Ensemble. **Un fédéralisme convivial, collectif, solidaire est une bonne manière de résister aux attaques sur notre idéal de société commun.** ■

Les temps forts de 2024

MOBILISATION 2024, DÉBUT 2025 OÙ EN EST-ON ?



Nous étions environ 300 personnes, le mercredi 31 janvier 2024, place de l'Hôtel de Ville de Poitiers. C'était une première, un temps symbolique partagé sur de nombreux autres territoires, la FCSF a recensé **12 000 personnes** mobilisés, partout en France.

Sur la mobilisation Vienne, il y a eu une bonne couverture presse avec des articles clairs sur les territoires où il y a un Centre Social, qui retraçaient et illustraient explicitement la problématique des CSX sur l'année 2024. Côté Fédération, nous avons recensé **10 articles** sur plusieurs supports : Nouvelle République, Centre Presse, le 7 à Poitiers, Vienne Rurale, Web 86. Ainsi que des interviews radiophoniques : France Bleue Poitiers, Radio Pulsar.

La Fédération a été au-devant des partenaires pour sensibiliser sur la notion de co-responsabilité face aux enjeux de cohésion sociale et d'affirmation du rôle des Centres Sociaux comme bien commun à préserver. **Divers rendez-vous** ont eu lieu sur ces sujets avec les collectivités locales (Villes, communes, EPCI...), avec les partenaires institutionnels CAF, MSA, et le Conseil Départemental, et en direction des parlementaires.

Après ce temps fort de début d'année, ont été organisés **des temps communs** sur l'évolution des situations économiques des Centres Sociaux et EVS, avec un suivi par la Fédération des situations sur l'été et sur les atterrissages prévisionnels 2024.

Sur cette période, il s'agissait d'organiser la transparence des situations économiques et sur l'état des trésoreries 2024, avec des outils de suivis et partagés, si nécessaire, avec les partenaires. Un accompagnement spécifique a été réalisé par la Ligue de l'Enseignement et notre Fédération auprès des Maisons de Quartiers de Poitiers sur ce sujet.

En 2024, si la majorité des équilibres économiques de nos adhérents ont pu être maintenus cela s'est fait avec une grande réactivité dans la gestion du quotidien et parfois avec, déjà, une réduction des capacités d'accueil, des non renouvellements de contrats de travail, des restrictions des horaires d'ouverture... mais surtout avec l'épuisement des équipes, qui sont autant de conséquences des incertitudes qui impactent directement nos adhérents et donc avant tout les habitant·es et appauvrissent les territoires.

DES RÉPONSES QUI NE SONT TOUJOURS PAS À LA HAUTEUR

Malgré quelques avancées significatives, notamment de la CNAF (Fonds d'aide exceptionnel, revalorisations des prestations de services), de la CCMSA (augmentation du soutien national) et de la CNAV (ancrage d'une mission vieillissement sur plusieurs années), les réponses sont très loin d'être à la hauteur. Si le Fonds d'aide exceptionnel a été un levier pour sauver plusieurs structures en 2024 dans la Vienne et dans notre réseau (trois adhérents en ont bénéficié), il ne représente qu'une réponse partielle et à court terme, par ailleurs bien inférieure aux besoins attendus.

À cela s'est ajouté un immobilisme concernant des chantiers de fond pour lesquels des engagements avaient pourtant été pris : autour du modèle socio-économique des Centres Sociaux et autour



de la simplification administrative, appelée par ailleurs de ses vœux par le Premier Ministre Bayrou (Mars 2025) qui a évoqué vouloir « *rendre du pouvoir au terrain* » en termes de « *simplifications, suppressions et allègements d'obligations utiles* ». L'instabilité politique de ces premiers mois 2025 a tout figé, aggravant de fait la situation des structures déjà fragilisées et des populations les plus vulnérables.

VALIDATION DU NOUVEAU PROJET DE RÉSEAU 2024/2032 DE LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIO- CULTURELS DE FRANCE (FCSF) LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE SAINT-BRIEUC, EN JUIN 2024



En 2014, la Fédération des Centres Sociaux et Socio-culturels de France s'est dotée de son projet fédéral « *La Fabrique des possibles* ». Ce projet avait pour ambition principale d'accompagner les Centres Sociaux à développer le pouvoir d'agir des habitant·e·s pour agir sur leurs principales préoccupations. Dix ans plus tard, la notion de « *pouvoir d'agir des habitant·e·s* » est connue et reconnue par le réseau. Elle a permis de se donner un élan collectif qui, au-delà d'une boussole politique a accompagné les nouvelles postures des professionnel·le·s et des bénévoles qui ont été formé·e·s.



Des collectifs d'habitant·e·s se sont constitués, des initiatives pour transformer la société ont émergé. Pendant ces dix années, nous avons mené des chantiers et porté des actions et des revendications, notamment sur les enjeux écologiques, les problématiques des quartiers populaires et des territoires ruraux, les thématiques de la petite enfance, de la jeunesse, du vieillissement, etc. À la fin de ce premier projet, nous avons pris le temps d'aller à la rencontre des habitant·e·s à travers les 300 Banquets Citoyens organisés par les Centres Sociaux à l'été 2022, de travailler ensemble jusqu'à notre Congrès en mai 2023 à Lille, en présence de 4 000 personnes.



Après ce premier « *Projet Fédéral* », notre fédération nationale fait le choix de porter demain collectivement un « *Projet de Réseau* », pour changer la société, car si nous voulons transformer, il nous faut agir massivement, ensemble et avec les premier·e·s concerné·e·s. C'est grâce à tout cela que le nouveau projet est ancré à la fois dans les réalités des habitantes et des Centres Sociaux.

Notre projet de réseau formule QUATRE ambitions pour la société

①

**POUR UNE TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE,
CITOYENNE ET SOLIDAIRE DE LA SOCIÉTÉ**

②

**POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉGALITAIRE, ÉQUITABLE
ET ENGAGÉE CONTRE LA PAUVRETÉ**

③

**POUR UNE SOCIÉTÉ OÙ CHACUN·E
TROUVE ET PREND SA PLACE**

④

**POUR UNE DÉMOCRATIE EN MOUVEMENT,
CONSTRUITE PAR ET POUR TOUTES ET TOUS**

🔗 Déclinées en ONZE priorités

- | | | |
|---|---|---|
| 1. Accompagner des actions collectives écologiques d'habitant·e sur les territoires | 5. Un numérique émancipateur, humain, éthique et solidaire | 9. Renforcer le pouvoir d'agir des habitantes |
| 2. Renforcer notre capacité à agir en réseau sur l'écologie | 6. Agir contre les discriminations et les rapports de dominations | 10. Plus de place pour les jeunes |
| 3. Reprendre le pouvoir sur l'alimentation | 7. Avec les parents, lutter contre les inégalités éducatives | 11. Favoriser l'esprit critique et les débats |
| 4. Lutter contre le non-recours et conquérir de nouveaux droits | 8. Accompagner le vieillissement de la société | |

CE NOUVEAU PROJET SOUHAITE AUSSI REPENSER LE FÉDÉRALISME, AFIN DE « RENFORCER NOTRE CAPACITÉ À APPUYER, PROMOUVOIR, DÉFENDRE LE MODÈLE CENTRE SOCIAL ».

Les objectifs sur cet axe sont :

- ❶ **Faire connaître, reconnaître et soutenir** le réseau par toutes et tous
- ❷ **Consolider** les modèles socio-économiques des Centres Sociaux, avec un appui spécifique pour les structures en difficulté
- ❸ **Renforcer** l'attractivité des métiers et l'engagement bénévole
- ❹ **Rendre nos gouvernances plus inclusives**
- ❺ **Préciser le rôle et la place** de chacune des entités fédérales
- ❻ **Renforcer notre capacité** à accueillir et former les bénévoles et salarié·e·s

UNE CONSULTATION DE L'ENSEMBLE DU RÉSEAU DES CENTRES SOCIAUX ADHÉRENTS EN 2025

La Fédération de la Vienne qui s'inscrit dans les orientations politiques de la FCSF soutient cette démarche nationale pour identifier les priorités phares en associant l'ensemble des Centres Sociaux adhérents. Chaque structure adhérente du réseau national sera ainsi consultée pour choisir 2 à 5 priorités qui correspondent à son projet, son territoire, à mettre en œuvre ou à développer ces trois prochaines années (2025/2028). Cette consultation, qui a lieu en avril 2025, permettra d'avoir une photographie de la manière dont notre réseau se positionne aujourd'hui sur les questions sociales qui sont travaillées à l'échelle nationale et interfédérale. Enfin, il permet à la FCSF de dégager des tendances concernant les sujets sur lesquels les Centres Sociaux veulent faire alliance pour transformer la société.

Qu'est-ce qu'une priorité phare ?

Les priorités de notre projet de réseau constituent nos actions de réseau pour les 3 prochaines années afin d'agir concrètement pour transformer la société et notre réseau. 2-3 priorités seront choisies pour être des « *priorités-phares* », c'est-à-dire qu'elles mobiliseront plus fortement le réseau, du local au national, sur des enjeux partagés. L'objectif de ces priorités phares est de mettre en mouvement la puissance du réseau grâce à un engagement collectif, une action ciblée, un programme national dédié.

Les résultats de cette consultation seront collectés à l'échelle nationale, offrant une photographie du réseau sur l'ensemble des priorités.



PENSEZ LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS DE LA VIENNE POUR LES ANNÉES À VENIR

Une nouvelle façon de concevoir la coopération en réseau

Nous venons de l'évoquer, la Fédération des Centres Sociaux de France (FCSF) a redéfini en 2024 ses objectifs pour les dix années à venir. Notre Fédération départementale a été très impliquée dans ce renouvellement de « *projet de réseau* » et s'appuie sur celui-ci pour prioriser localement son projet départemental. La Fédération développe aussi son projet en cohérence avec l'Union Régionale Nouvelle-Aquitaine des Centres Sociaux (URNACS) auquel elle contribue fortement. La démarche initiée en 2023 jusqu'à ce jour vise à retrouver un élan collectif, rassembler davantage, créer une dynamique plus forte et permettre l'appropriation du réseau par tous les adhérents. Les travaux ont été organisés sous la forme d'un parcours intitulé : « *Penser la Fédération de demain* ».

Au début de l'année 2023, l'équipe fédérale a identifié et formulé des risques pesants « *sur* » et « *autour* » de la Fédération. À partir de cette interpellation, une démarche a été pensée par le bureau fédéral élargi (administrateurs.trices, équipe salariée), puis par un groupe constitué pour la démarche dit « *groupe fédéralisme* » constitué d'administrateurs.trices, de directions, et de salariés. Ils sont mandatés par le conseil d'administration fédéral. Le pilotage est organisé autour du binôme de la Présidente, Beatrice Fuster-Kleiss et de Cécile Martineau, déléguée adjointe.

Ce travail a préfiguré le travail collectif à l'œuvre depuis plus d'un an et dont un état des lieux était la première étape.

Suite à ces constats, un travail de réflexion collective a été mené en 2024 pour repenser la Fédération de demain et repenser le lien régulier entre la Fédération et ses adhérents, pour mieux agir avec eux et pour eux.

Plus, cabinet de consultants (SPlus [Sophie Ville-neuve et Pierre Maricourt et les Univers Sensés et (Sensibles)], et d'autres intervenants soutiennent le projet. Ils développent différents apports extérieurs nécessaires à une approche globale de l'échelon départemental du fédéralisme en abordant les questions de priorités de projet, mais aussi d'organisation des compétences, ressources humaines et modèle économique repensé...

Les étapes réalisées ce jour :

- **L'écoute des préoccupations, des envies de faire ensemble des adhérents et des besoins de soutien des structures, au regard des évolutions du contexte social, sociétal et territorial. Le groupe Fédéralisme analysera la parole recueillie.**
- **L'analyse collective de cette collecte pour mettre au travail les acteurs du réseau autour des contributions et attentes exprimées. L'objectif a été de dégager les axes prioritaires et déterminer des principes fondamentaux pour structurer et organiser la dynamique fédérale. Ce travail important a consisté en une analyse fine du fonctionnement fédéral à partir de l'écoute de ses acteurs et partenaires.**

En ce début d'année 2025, les choix d'organisation concernant le travail en réseau et la structuration de l'équipe fédérale sont définis, ils sont présentés dans la partie « *orientation* » de ce document. ■

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024



Cette année, en guise de « *rapport d'activité* » nous vous invitons à parcourir le document « *écoute du réseau* ».

Réalisé par le « groupe fédéralisme » et accompagné par SPLUS qui permet d'avoir un état des lieux de l'action fédérale perçue par nos adhérents et partenaires.

ÉTAT DES LIEUX « DYNAMIQUE ET VIVANT » DE LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX DE LA VIENNE RÉALISÉ EN 2024



Pour les accompagnateurs de ce travail ; cet **état des lieux** « est une photographie de l'évolution de la Fédération d'hier à aujourd'hui. Cette image n'est pas exhaustive mais elle est plausible. Elle sert de base de réflexion, comme

une toile de fond prospective utile et indispensable à nos travaux ». Il fallait une écoute « élargie », pour écouter autrement, en voyant « loin », « large ». Les membres du groupe ont d'abord préparé l'écoute. Puis **plus de 40 écoutes** ont été réalisées, avant que la matière récoltée ne soit saisie puis récoltée. Nous avons passé cette matière à travers plusieurs filtres, en la glissant notamment dans la « *moulinette des consultants de SPlus* » pour en faire ressortir le meilleur ! Cette



récolte, assemblée sous la forme d'un état des lieux, vient alimenter l'image actuelle et rétrospective du fédéralisme, de la manière de faire Fédération pour la Fédération des Centres Sociaux de la Vienne.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024 : FAIRE NOTRE PART

En 2024, le score historique de partis d'extrême droite aux élections européennes du 9 juin a suscité la plus vive inquiétude auprès de chacune de nos organisations et de chacun-e de nous. À cela s'est ajoutée la périlleuse décision du Président de la République de dissoudre l'Assemblée Nationale. En plus d'avoir mis de côté l'enjeu européen, elle a fait peser un risque vertigineux pour notre démocratie.

Cet avertissement européen annonçait au niveau national une situation dramatique pour notre démocratie, nos libertés associatives et publiques, notre capacité à faire face au défi climatique, pour le maintien de nos protections sociales. Notre réseau régional et départemental s'est **fortement mobilisé** sur cette période électorale des 30 juin et 7 juillet 2024, pour permettre au sein des collectifs de notre réseau d'animer le débat et inviter au sursaut citoyen afin de lutter contre toutes les formes de discriminations. Nous avons accompagné les débats locaux par de l'aide aux contenus et de l'aide méthodologique, nous avons rendu visibles les initiatives, les rencontres, et nous avons participé et soutenu les rassemblements, les échanges, les espaces d'écoute organisés par notre réseau et les réseaux amis dont ceux du Pacte du Pouvoir de Vivre de la Vienne.

“ Cette image n'est pas exhaustive mais elle est plausible. Elle sert de base de réflexion, comme une toile de fond prospective utile et indispensable à nos travaux ”



Après les élections législatives qui ont laissé plus d'interrogations que de certitudes, nous avons cependant ressenti un sentiment de soulagement. Le soulagement d'avoir écarté, par une mobilisation inédite de toutes ses composantes, l'accession au pouvoir de l'extrême droite. Cependant la vigilance reste de mise face à la menace, il est inconcevable pour un réseau qui lutte pour la non-discrimination et l'égalité des droits que cette situation ne soit qu'une période de sursis. Il faut maintenant « *faire autrement pour faire société* ». Pour les acteurs associatifs, mais aussi syndicaux, cette transformation passe par la prise en compte des préconisations de la société civile pour la construction des politiques publiques.

Un retour à une méthode démocratique où la société civile à sa place. Nous avons la certitude qu'une autre voie est possible. Nous en faisons chaque jour l'expérience au sein de notre réseau. Nos organisations et les personnes qui s'y engagent démontrent ensemble qu'on peut trouver des solutions pour rendre le quotidien plus juste et plus digne, pour accélérer la transition écologique sans laisser personne de côté, pour conquérir de nouveaux droits, pour renforcer le pouvoir d'agir de chaque citoyen·ne, pour préparer l'avenir. Cet engagement est précieux, salubre et porteur d'espoir.

“
Nous avons
la certitude
qu'une autre voie
est possible
”

Les rencontres thématiques des administrateur·ices prennent un nouveau cap

Depuis plusieurs années, la Fédération propose des formations aux administrateurs du réseau. En 2024, la présidente de la Fédération et la chargée de mission changent la formule. On parle désormais de rencontre d'administrateurs. L'objectif principal étant de faire connaissance pour faire réseau. Ces rencontres ont lieu le samedi jusqu'à 15h30. Un déjeuner est partagé pour prolonger les échanges. Ce sont deux administrateurices qui ont assuré l'animation de ces rencontres : Béatrice Fuster-Kleiss et Christophe Parent (Maison des 3 Quartiers). La forme a changé. Le fond également. Explications.

Nous l'écrivions plus haut : le modèle de société proposée dans certains programmes, lors des élections législatives de juillet 2024, ne correspond pas au modèle souhaité par les administrateurs et professionnels de la Fédération.

Pour autant, il n'est pas simple de prendre position lorsqu'on est une association d'éducation populaire, qui plus est lorsqu'il s'agit d'une tête de réseau associative.

Les visio-conférences organisées pour débattre des élections législatives, ont peu mobilisées. Il s'agissait d'imaginer un après avec des partis au pouvoir qui ne partageraient pas nos valeurs, nos façons de faire, nos ambitions d'accompagner le développement du pouvoir d'agir des habitants, notamment les plus fragiles. Celles et ceux qui font parties de minorités et vivent souvent des situations d'exclusion et de précarité.



Cela a soulevé une question majeure, qui fera partie des ingrédients du fédéralisme de demain : **les Centres Sociaux et leur Fédération sont-ils des associations politiques ? Les administrateurs et les professionnels peuvent-ils prendre positions, affirmer et défendre, à égalité avec les élus de la République, qu'ils ont un idéal de société à défendre ?**

“
le Centre Social
est un espace
politique
apartisan.
”

La réponse des administrateurs est claire : le Centre Social est un espace politique apartisan. Les citoyens qui y sont engagés, qui œuvrent pour le bien commun, qui déploient des projets d'utilité publique sur leur territoire sont légitimes, lorsqu'ils affirment un postulat/un parti pris/une position, lorsqu'ils donnent une couleur à leurs actions. Ils sont à la bonne place, lorsqu'ils rencontrent les élus locaux pour échanger sur le développement de leur territoire commun.

Ce postulat n'est pas clair pour tous les acteurs. Aussi, pour distiller cette question politique, les rencontres des administrateurs proposées par la Fédération ont été imaginées pour laisser une plus large place aux mandats des administrateurs, aux questions sociales qui traversent le pays ainsi qu'aux relations avec les élus. Les contenus des rencontres sont moins techniques et plus politiques.

Thèmes des 3 rencontres de l'année :

- ➔ **Devenir administrateur·ice d'un Centre Social** : histoire des centres sociaux, instances d'un Centre Social, mandats d'un administrateur·ice
- ➔ **Communiquer avec les élus locaux** : compétences des institutions Françaises, Le Centre Social comme outils des politiques publiques
- ➔ **Les questions sociales prioritaires de notre Fédération Nationale** : développement durable, éducation, démocratique, accès aux droits...

CAF ET FÉDÉRATIONS : UNE COOPÉRATION RENFORCÉE

La Convention pluriannuelle d'objectifs 2024-2027 de la Vienne a été signée en juillet 2024 par :

- ➔ La Ligue de l'enseignement de la Vienne
- ➔ L'Union départementale des MJC de la Vienne.
- ➔ La Fédération des Centres Socioculturels de la Vienne

Cette convention marque une étape importante de notre partenariat. Elle témoigne d'**une volonté commune de soutenir et d'accompagner une politique d'animation de la vie sociale dans la Vienne.**

Les co-signataires s'engagent à accorder leurs actions et leurs moyens dans une logique de prévention et de régulation des crises et tensions vécues par les Espaces de Vie Sociale et Centres Sociaux, et bien sûr à les accompagner au quotidien.

Les ambitions communes de ce partenariat

Les associations d'Animation de la Vie Sociale inscrivent leurs projets associatifs dans des projets co-construits et partagés avec les acteurs de leurs territoires.

- ➔ **Les collectivités territoriales** soutiennent et reconnaissent la fonction d'animation de la vie sociale et son utilité sociétale, économique et culturelle
- ➔ **Les gouvernances des structures** trouvent du sens à leurs engagements. Elles sont actives et représentent les besoins des habitants
- ➔ **Les fonctions de pilotage** (direction, référent famille, coordination) sont stabilisées et attractives. Les bénévoles et les salariés sont en capacité d'être en permanence attentifs aux envies et besoins des habitants
- ➔ **Toutes les associations d'animation de la vie sociale** sont co-responsables avec la CAF et leurs Fédérations du respect des conditions de l'agrément
- ➔ **Les associations** se saisissent collectivement des enjeux sociétaux
- ➔ **Des espaces de coopération** existent sur chaque territoire entre les parties prenantes (Centres Sociaux et Espaces de Vie Sociale, Fédérations, CAF)
- ➔ **La CAF et les Fédérations** disposent des moyens adaptés d'accompagnement dans une répartition claire des rôles

Groupe métiers et schéma départemental des services aux familles

Ce nouveau partenariat réorganise l'animation des groupes « métiers » des réseaux départementaux : Enfance – Jeunesse – Parentalité.

En cohérence avec le schéma départemental des services aux familles, les quatre partenaires s'accordent pour offrir aux professionnels des structures de l'AVS et des collectivités territoriales, des lieux de formation, d'échange et d'analyse de pratiques qui répondent aux besoins recensés.

UN ESPACE COMMUN DE COORDINATION INTER FÉDÉRALE UDMJC/LIGUE/ FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX



La nouvelle Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2024-2027 s'inscrit dans un nouveau partenariat entre trois réseaux, une nouvelle ambition partagée, et la structuration d'une coopération durable.

Chaque entité a décidé de se mobiliser dans ce partenariat afin que les instances associatives portent en cohérence la totalité des ambitions de la convention CAF/Fédérations, mais aussi quelles échangent et s'associent pour répondre aux enjeux de leurs adhérents.

Nos Fédérations souhaitent, par leurs actions conjointes, contribuer à une efficacité de leurs actions en développant la complémentarité de compétences dans l'accompagnement et le soutien apportés aux Centres Sociaux et Espaces de Vie Sociale agréés ou en devenir, et s'accordent pour dire qu'il faut pour la réussite et l'efficacité du partenariat un espace de coordination qui engage les trois Fédérations. Elles s'engagent à coordonner leurs actions et moyens dans une logique de prévention et de régulation des crises et tensions auxquelles font face les structures agréées Espace de Vie Sociale et Centre Social.

Les trois Fédérations ayant pour objectif de garder une vigilance et une autonomie d'action dans et hors partenariat avec la CAF de la Vienne. Elles souhaitent pour cela :

- ➔ **Renforcer le partenariat** par des rencontres régulières en inter-bureaux, basées sur l'évaluation du partenariat,
- ➔ **Mener des actions en commun** entre 2024 et 2027 autour de chantiers prioritaires pilotés par l'une ou l'autre de nos Fédérations,
- ➔ **Harmoniser** sur les questions de coordination d'actions et de suivi les modalités de financement au regard des objectifs fixés en distinguant :
 - ① Les missions dédiées à chaque Fédération sur les axes : appuis et accompagnement des structures AVS
 - ② Les temps de coordination inter fédéraux, entre les délégué·es et les chargé·es de mission
 - ③ Les actions spécifiques mises en œuvre par l'une ou l'autre des Fédérations dans l'intérêt départemental,

Cet espace de coordination se décline en deux niveaux :

Les gouvernances associatives fédérales

Des rencontres biannuelles entre les trois bureaux de gouvernance dont l'objectif est de faire vivre la coopération interfédérale autour des ambitions de la CPO et de ses déclinaisons. Ces temps contribuent à la réussite de la construction du partenariat à trois, en animant un espace régulier de partage, de transparence et d'information.

Un pilotage opérationnel

Un Collectif d'animation avec la présence des délégué·es et chargé·es de mission pour piloter et mettre en œuvre les missions d'appui et d'accompagnement des structures AVS de la Vienne.

QUARTIER D'OZON À CHÂTELLERAULT, L'ABANDON DE L'ACCOMPAGNEMENT DE LA PRÉFIGURATION D'UNE ASSOCIATION D'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE

Fin 2023, un appel à projet de la Ville de Châtellerault et la CAF de la Vienne interpellèrent la Ligue de l'enseignement, l'UD-MJC et la Fédération des Centres Sociaux de la Vienne pour : « la préfiguration d'un nouvel Espace de Vie Sociale sur le quartier d'Ozon ». Cet Appel à projet (AAP) faisait suite à la mise en liquidation de l'association du centre socioculturel de la Plaine d'Ozon par le tribunal judiciaire de Poitiers le 18 septembre 2023. Dans le cadre de cet AAP, il était clairement signifié que : « Les partenaires, ont fait le choix de soutenir un portage associatif, seul statut éligible localement pour la délivrance d'un agrément de structure Espace de Vie Sociale ou Centre Social par la CAF ». Il était aussi précisé que : « la structure qui sera retenue devra pouvoir intégrer les bénévoles mobilisés, tout en ouvrant la porte à d'autres forces vives du quartier ».

De manière inédite et en concertation avec nos adhérents locaux, deux Fédérations de la Vienne (l'Union Départementale MJC et notre Fédération des Centres Sociaux) **s'associaient pour concevoir et porter une même démarche de préfiguration**. Cette démarche s'inscrivait dans un esprit de coopération qui régit notre collaboration entre les 2 Fédérations, la Ville de Châtellerault et la CAF de la Vienne depuis de nombreuses années.

“
Notre approche visait
la mobilisation des
personnes autour
d'un projet
de territoire
”

Diverses rencontres avaient permis de définir à quatre partenaires cet accompagnement.

➤ **Le 21 Mars 2024** la Commission d'Action Sociale de la CAF de la Vienne validait notre projet sous réserve d'un co-financement Ville de Châtellerault. Dans ce projet, les deux Fédérations s'accordaient pour affirmer : « que la démarche qui met la participation des habitant·e·s comme préalable, ne peut pas dans un même temps prédéfinir l'organisation attendue. La posture des deux Fédérations est d'accompagner les personnes à partir d'une feuille blanche ».

➤ **Dès le mois d'Avril 2024** dans le cadre de nouveaux échanges avec la Ville de Châtellerault sur ce sujet, nous constatons qu'il y a une réécriture de l'appel à projet. Que la vision commune Ville /CAF de la démarche est remise en cause. Avec un questionnaire de plus en plus important de la Ville sur la nécessité d'accompagner une structure associative sur le Quartier d'Ozon.

➤ **Le 4 Juin 2024** les deux Fédérations réunies avec leurs associations châtelleraudaises adhérentes, constatent que la reformulation de la demande de la Ville de Châtellerault ne s'inscrit plus dans l'essence même du cadre initial d'une préfiguration associative. Nous décidons alors de nous retirer de ce projet.

Notre approche visait la mobilisation des personnes autour d'un projet de territoire, une vision partagée, très différente d'une approche basée sur la seule écoute des besoins, et donc de services à rendre. Cette approche par les besoins nous semblait peu pertinente pour travailler sur un projet mobilisateur porté demain par des habitants responsabilisés.

Nous sommes tristes de constater cette incompréhension sur le rôle d'un Centre Social sur le territoire et sur un quartier prioritaire de la politique de la ville. L'échec et l'arrêt du Centre Social d'Ozon devaient nous amener à **repenser un Centre Social ancré dans la réalité sociale** du territoire, une nouvelle dynamique appelée à jouer un rôle central dans la construction du vivre ensemble et dans la promotion des individus et des groupes. Les difficultés éprouvées par les populations, les phénomènes d'atomisation des individus, d'isolement et de repli rendent plus difficile la mobilisation sociale et appellent à un renouvellement des pratiques des acteurs de terrain. Sur ce quartier le futur centre devait être autre chose qu'un « opérateur ». Il y avait dans la démarche proposée une méthode qui devait permettre de mieux se comprendre, d'intégrer les contraintes et les enjeux spécifiques de chacun pour imaginer des coopérations fructueuses dans l'intérêt des habitants de ce quartier

UNE MISSION EXPLORATOIRE POUR AUGMENTER LA PART DE FINANCEMENT DES CENTRES SOCIAUX GRÂCE AUX APPELS À PROJETS (AAP)

Dans la Vienne, la CAF et les communes représentent 60% des ressources qui financent les coûts de structure. L'appel à projets (AAP) est également un vecteur de financement (15%* en moyenne pour les adhérents du réseau). Il est utilisé par les pouvoirs publics, les organismes institutionnels ou des financeurs privés afin de répondre à une problématique particulière en apportant un soutien financier à sa résolution.

Une fois sélectionné, le Centre Social a une obligation de moyens pour répondre à la problématique.

Le budget moyen d'un Centre Social dans la Vienne est de 1,2 M€. La fourchette s'étend de 400 K€ à + d'1 M€ suivant la palette de services proposées.

La Fédération des Centres Sociaux de la Vienne fait le constat d'un équilibre financier précaire en raison de l'augmentation de la masse salariale (inflation) et d'une tendance baissière des subventions des collectivités. Par conséquent, dans le cadre d'une réflexion menée par le groupe des directions il a été pensé une action visant à augmenter la part de financement par les AAP. Une mission dite de prospection afin d'aller à la recherche de moyens complémentaires.

La Fédération a fait appel à Passerelle & Compétences de la Vienne pour missionner une bénévole afin qu'elle mène cette étude. Depuis décembre 2024 Nathalie Barrio conduit cette mission sur une première phase qui est de d'étudier les opportunités sur cet axe, mais aussi d'analyser et sélectionner les AAP locaux, régionaux, nationaux et européens destinés aux activités des adhérents de la fédération.



Les premières questions portent sur notre capacité à agir collectivement, à ne pas se trouver en situation de concurrence au sein de notre propre réseau, à gérer l'efficacité entre la recherche de nouveaux financements et le coût de cette recherche, mais aussi mesurer notre capacité à mener de nouvelles activités sur les territoires.

* Source : données 2023, SENACS

MAINTENIR EN EMPLOI LES DIRECTIONS DE CENTRES SOCIAUX GRÂCE À L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (QVCT)

Nous avons débuté en 2023 avec les directions du réseau, une réflexion sur ce sujet. Il nous semblait que ce sont les conditions de travail qui contribuent aux difficultés de recrutement et de fidélisation/maintien en emploi. Le travail mené en 2024 devait nous permettre de trouver les leviers pour que les employeurs, modifient et/ou adaptent l'organisation du pilotage des Centres Sociaux en étant plus respectueux des ressources des personnes, et en façonnant un environnement professionnel juste et en rapport avec la réalité de l'offre de travail.

À partir d'une expérimentation sur 7 sites, il s'agissait de travailler sur l'emploi « *dans de bonnes conditions de travail* », de façon durable, des nouvelles directions. Cela à partir d'une mise en visibilité du décalage entre le travail prescrit et le travail réel pour les fonctions de direction : « *Ce qu'on dit du travail de direction, et ce qu'on fait* ».

Les objectifs de 2023 ont été partiellement atteints.

Des pratiques managériales inspirantes ont été recueillies lors de la 1^{ère} phase et compilées dans un document.

Les directions ont ensuite identifié des thématiques d'expérimentations à tester en phase.

La 1^{ère} phase a été plus ou moins plébiscitée par les directions. Idem pour la 2^e phase. Cependant certains·es ont souhaité poursuivre les expérimentations car la méthodologie retenue « *apprendre en faisant* » donne du matériau pour agir. De plus, l'accompagnement de l'ARACT construit des outils et/ou des retours d'expériences pour les autres. Ça demande du temps de l'énergie pour les directions car il faut mobiliser un administrateur référent, communiquer sur le chantier, le faire vivre... Une des options a été d'observer ce que les directions ont déjà mis en place face à la charge de travail ou les autres chantiers. En observant cela on peut impulser des outils. Vérifier si ça marche et sous quelles conditions ?

En 2025, la démarche se poursuivra avec l'ARACT et l'apport d'une stagiaire en Licence de Psychologie du travail de l'Université de Poitiers. Les pratiques alternatives expérimentées ou en cours d'expérimentation sont observées, analysées, outillées pour faire ressource pour tous. Une analyse de la compréhension des défections de la 1^{ère} phase est aussi utilisée en tant que telle comme compréhension de la question initiale et conscientiser les freins et les difficultés à aborder collectivement ces questions de Qualité de Vie au Travail pour les directions. ■

Les thématiques retenues sont les suivantes :

- ➔ Charge de travail
- ➔ Relation direction gouvernance
- ➔ Animation des coopérations
- ➔ Processus d'intégration des nouveaux
- ➔ Binôme ou trinôme paritaire direction + administrateur

Le réseau régional l'URNACS



L'Union Régionale de Nouvelle Aquitaine des Centres Sociaux et Socioculturels (URNACS) a pour raison d'être le soutien et la valorisation de l'action des Centres Sociaux et Socioculturels de Nouvelle Aquitaine.

Dans le contexte de crises multiples (sociale, démocratique et écologique) et de fragilisation de nos adhérents, l'URNACS a contribué en 2024 à plusieurs fonctions principales :

- ➔ Une fonction « lieu-ressource »
- ➔ Une fonction de représentation, d'interpellation et de promotion des Centres Sociaux et du fédéralisme, de support de parole collective
- ➔ Une fonction de qualification des acteurs·rices du réseau bénévoles et salarié·es, partenaires et alliés
- ➔ Une fonction de plate-forme, d'animation de réseau

L'Union Régionale Nouvelle-Aquitaine des Centres Sociaux est organisée autour de deux instances :

- ➔ La coordination politique composée actuellement de 20 administrateurs/salariés des 7 Fédérations
- ➔ Le groupe technique qui est en charge de l'opérationnel avec l'équipe de salariées de l'union régionale et les salariés des 7 Fédérations.

Le budget global des structures de l'Animation de la Vie sociale c'est, en Nouvelle Aquitaine **231 millions d'euros**.

L'Animation de la Vie Sociale en Nouvelle-Aquitaine c'est :

851 600 habitants

touchés par l'action des structures AVS en Nouvelle Aquitaine

206 Centres Sociaux

(83% en gestion associative)

229 Espaces de Vie Sociales

(94% en gestion associative)

21 780 bénévoles

soit 593 équivalents ETP,
70% de femmes

8 100 Salariés

travaillent dans les structures AVS
soit 4 280 ETP

Source : données 2023, SENACS

URNACS ANNÉE 2024

Une volonté de s'adapter au nouveau contexte de notre réseau

Une démarche collective a été activée au sein de l'URNACS sur l'année 2024, afin de repenser son projet stratégique et réorganiser ses activités avec un socle commun en termes d'orientations et de valeurs.



Ce travail réalisé permet en 2025 d'identifier avec précision les rôles de chacun et d'améliorer les processus de prise de décision, distribuer le travail entre les membres de la Coordination Politique et les salariés.

L'URNACS a réaffirmé dans son nouveau fonctionnement des principes de solidarités entre les Fédérations, et entre les acteurs dont :

- ➔ **Le travail associé** entre bénévoles et professionnels du réseau
- ➔ **L'échange de pratiques entre pairs** (bénévoles ou salariés), ou en travail associé ou par approche thématique
- ➔ **L'attention aux situations des Fédérations** qui peuvent appeler à de la solidarité interfédérale
- ➔ **L'équité dans l'organisation et le fonctionnement** : lieux de regroupement (formations, instances...) moyens, portage des missions

- ➔ **La mutualisation de moyens**, de ressources, de compétences des Fédérations
- ➔ **La transparence** dans leurs relations et les échanges
- ➔ **La communication régulière** sur la mise en œuvre des missions et le fonctionnement de l'URNACS
- ➔ **La possibilité de coopérer** en interfédérale (ne concernant pas toutes les Fédérations)
- ➔ **L'évaluation périodique** du fonctionnement de l'organisation régionale

Le travail se poursuit suite à ce Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) en début 2025 sur l'organisation du pilotage salarié et la réorganisation de celui-ci au sein des Fédérations.

Un modèle économique repensé, une situation financière 2023 déficitaire

Un déficit cumulé des deux pôles (Fonctionnement régional et Emploi Formation) de 55 949 €, soit 7,15% du budget). L'URNACS fonctionnait en 2023 avec trois salariées (2,7 ETP) et des fonctions de pilotage (délégués des Fédérations pour 0,95 ETP, et des temps d'animation d'espaces thématiques (jeunesse, bien vieillir), et l'espace emploi formation.



Dès le début année, 2024 l'URNACS a mis en œuvre un budget prévisionnel resserré sur l'axe « *Animation régionale* » :

- ➔ **Arrêt du poste « chargée de mission »**
- ➔ **Diminution du temps de la fonction pilotage** (0.35%ETP, au lieu de 0.95%)
- ➔ **Réduction des temps de secrétariat et de communication**
- ➔ **Des espaces thématiques** qui s'appuient sur des dispositifs et/ou des subventions au projet ou programmes spécifiques pour pouvoir se pérenniser et se déployer au sein du réseau.
- ➔ **Des cotisations maintenues** des sept Fédérations membres.

Un modèle économique positionné sur deux axes dépendants (animation de réseau et emploi/formation) afin d'assurer un modèle pérenne et adapté aux ambitions du projet.

Un projet régional sur l'axe : « de la transformation écologique, solidaire et citoyenne de la société »

L'URNACS a acté en assemblée générale la volonté de travailler sur le sujet de la transformation écologique de la société, en lien étroit avec la question de la transformation sociale. Pour cela, l'URNACS engage un chantier régional fédérateur pour son réseau.

Il s'agit de partir des pratiques de terrain dans les centres pour interroger la manière dont les Centres Sociaux peuvent se saisir des questions de transition écologique avec pertinence au regard de leur projet et de leurs démarches.

Il s'agit de prendre en considération ce qui se fait déjà et qui contribue à la transition écologique pour le valoriser, à aider à élaborer et à poser du sens sur les approches, à croiser les enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques.

Pour avancer sur ces questions, l'URNACS a souhaité construire des alliances. Une collaboration avec l'Ifrée s'inscrit dans cette logique afin de bénéficier de l'expertise de l'Ifrée sur les questions de transition écologique et sur les approches méthodologiques, mais également d'un appui externe pour imprimer un rythme et un suivi à ce chantier, et s'assurer ainsi de sa conduite à terme.

Les caractéristiques de cette démarche travaillées en réseau en 2024 et concrétisées en 2025 sont :

- ➔ **D'aborder le chantier « en mettant les mains dans le sujet »**, c'est-à-dire en expérimentant pour se confronter aux questions qui se posent quand on est en contact avec les habitants sur ces sujets,
- ➔ **D'analyser collectivement** ces expériences et d'en partager les pratiques et les enseignements pour essaimer entre Centres Sociaux du réseau
- ➔ **De prendre en compte l'existant**, et notamment le groupe de travail d'une dizaine de Centres Sociaux initié à l'échelle des départements. ■

Orientations 2025

Le bureau de la Fédération des Centres Sociaux de la Vienne et son équipe fédérale se sont engagées sur la redéfinition du projet fédéral pour les dix années à venir. Concomitamment, le délégué départemental Denis Renaudin, qui a œuvré à la structuration et à la montée en charge des missions de la Fédération depuis 2005, part à la retraite en octobre 2025.

TRAVAIL DE MÉMOIRE SUR LE FÉDÉRALISME 2005/2025

Dans cette phase stratégique pour l'association, mais aussi sur le mouvement fédéraliste, nous avons à cœur de garder une trace d'un pan important de l'histoire de notre Fédération et des Centres Sociaux de la Vienne sur les 20 dernières années.

Dans une Fédération où l'oralité prime sur les valorisations écrites, où l'époque invite à une dématérialisation des documents au risque d'une perte de l'histoire et des actes clés, ce travail de mémoire peut également permettre de mettre à jour des documents ou productions à conserver, préserver pour une valorisation ultérieure.

Aussi, il importe à la Fédération de mener concomitamment un travail de mémoire qui permet :

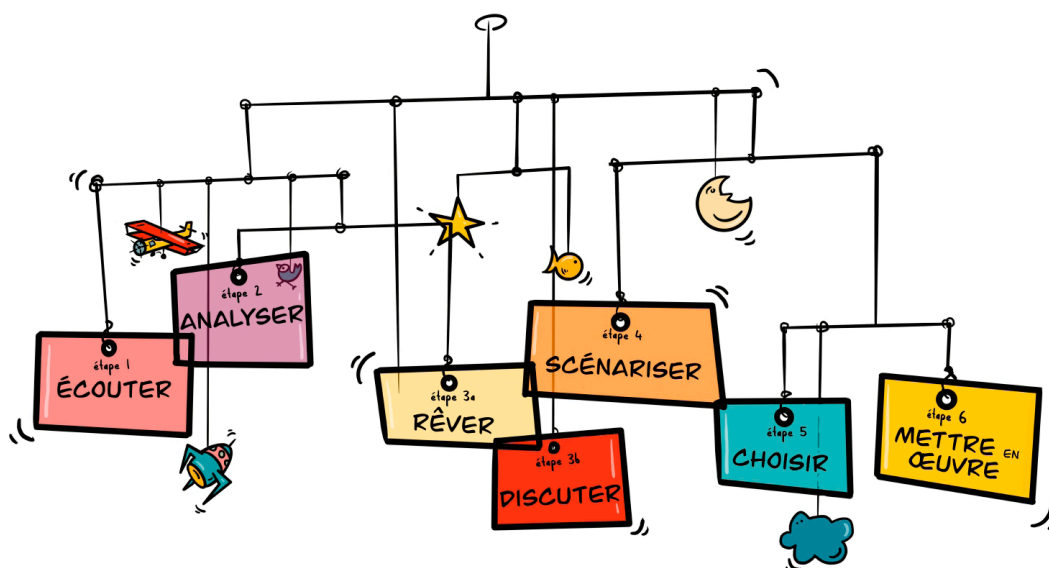
- ➔ **D'organiser et de procéder** à une cession publique des archives de la Fédération relatives à cette période
- ➔ **Disposer d'un éclairage croisé historique** sur « *C'est quoi faire Fédération ? : cas de la Fédération des Centres Sociaux de la Vienne de 2005 à 2025* ».

La cession publique des archives de la Fédération se déroulera en collaboration avec les archives départementales de la Vienne et Mémoire Vive des Centres Sociaux. Elle pourra constituer un appui dans le travail de classement et de conservation nécessaire. Cela permettra à la fois de disposer d'un conseil et d'un appui sur les conditions d'archivage, de classement et de conservation des documents de l'association ainsi que d'envisager une cession de ces archives à titre public en vue de travaux de chercheurs.

Travail sur un éclairage croisé historique sur « *C'est quoi faire Fédération ?* »

Derrière cet angle d'étude, il s'agit de conserver une mémoire sensible, sur ces 20 dernières années, sur les enjeux politiques, sociaux ou économiques ayant entouré la Fédération des Centres Sociaux de la Vienne en procédant à une série d'interviews ciblées, visant à :

- ➔ **Mettre en perspective** la fonction de corps intermédiaire,
- ➔ **Illustrer** les équilibres recherchés par notre Fédération entre les institutions et nos adhérents pour soutenir la cohésion sociale, le « *faire société* », la solidarité et ainsi surmonter les défis démocratiques.



Ce travail d'interviews, d'analyse et de restitution sera mené en collaboration avec l'Université de Poitiers et les étudiants du Master Histoire Civilisation Patrimoine du Département Histoire et leur professeur M. Dubasque, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Poitiers. Les interviews proposées sont une dizaine d'anciens ou actuels salariés, administrateurs ou partenaires qui ont pu œuvrer auprès de cette Fédération, ainsi que Denis Renaudin. Une exploitation et une valorisation pourront être envisagées à l'issue de cette phase.

PENSER LA FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIOCULTURELS DE LA VIENNE POUR LES ANNÉES À VENIR

Une nouvelle façon de concevoir la coopération en réseau

En novembre 2023, le groupe fédéralisme se réunissait pour la première fois. Constitué d'administrateurs, de directeurs et de salariés, il s'est engagé joyeusement à suivre un processus long visant la réinvention de notre fédéralisme.

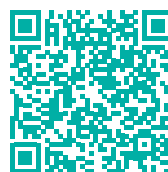
Comme l'illustre le mobile ci-dessus, il a commencé par écouter l'ensemble des adhérents. L'analyse des écoutes a permis de formuler un état des lieux et des enjeux forts :

- 1 **Comment définir le périmètre d'intervention de la Fédération en prenant en compte le nécessaire positionnement politique et le positionnement technique ?**
- 2 **Comment structurer durablement une Fédération dans un contexte d'incertitudes et de transitions (économique, numérique, environnementale, sociale, démocratique, politique, etc.) ?**
- 3 **Quelles modalités pour s'adapter (aux), s'inscrire (dans) et interroger les nouvelles formes d'engagement individuelles comme collectives ?**
- 4 **Quels mécanismes pour faire alliance au plus près des besoins des acteurs et créer une dynamique collective forte et partagée ?**
- 5 **Comment favoriser des espaces d'innovations sociales engagées permettant d'assurer la solidité du réseau, son attractivité, sa valeur ajoutée ?**
- 6 **Quelles mutations pour passer d'une Fédération incarnée à une Fédération plurielle, agile, inscrite dans une dynamique multidimensionnelle ?**

Sur la base de cette représentation de la Fédération, et de ces enjeux, le groupe a proposé au réseau de rêver ensemble à Ayrion en octobre. Ce fut l'occasion :

- ➔ **De rêves fous et plus réalistes**
- ➔ **De rencontres diverses et variées**
- ➔ **De discussions nombreuses et même d'une chanson commune**

Le groupe fédéralisme avec toute cette matière riche et foisonnante (état des lieux, enjeux, rêves) a construit une 1^{ère} version de scénario pour notre fédéralisme de demain. Il a été discuté lors de 3 soirées à Châtellerauld, Rouillé et Poitiers. Le groupe a finalisé le travail et le conseil d'administration a validé l'entrée dans une période d'expérimentation d'un fédéralisme renouvelé dans la Vienne !



Le scénario complet est disponible ICI. En le lisant on s'imagine tous et toutes en 2028, nous y sommes ! Il reprend des éléments de contexte et d'identité, il décrit le nouveau du fédéralisme, les principes, le pétillant et un coffre aux trésors. ■



LE GROUPE FÉDÉRALISME

ADAPGV

Mireille CHEVALIER
odonne.chevalier@orange.fr

Isabelle TANCHE
isabelle.tanchet@gmail.com

Laurence RICHARD
accsocial@adapgv-csc86.org

CAC

Antoine BONNEAU
antoine.bonneau@animation-couronneries.fr

Marie-Laure BERNIER
mlbernier56@gmail.com

CSC La Case

Faïz AGANAYE
aganaye.faiz@gmail.com

FD

Cécile MARTINEAU
vieassociative@federation-csc86.org

La gibaudeirie

Sandra DORAY DUFAUD
familles@maison-gibaudeirie.fr

La Maison Pour Tous du pays melusin

Murielle MARTINAT
direction@mptmelusin-csc86.org

Nicolas BLINDRON
nicolasido@sfr.fr

Le local

Beatrice FUSTER KLEISS
beafuster@yahoo.fr

Peggy TOMASINI-ESPARCEIL
peggy.tomasini@orange.fr

Maison des projets

Anthony LEVRAULT
direction@maisondesprojets-csc86.org

SEVE

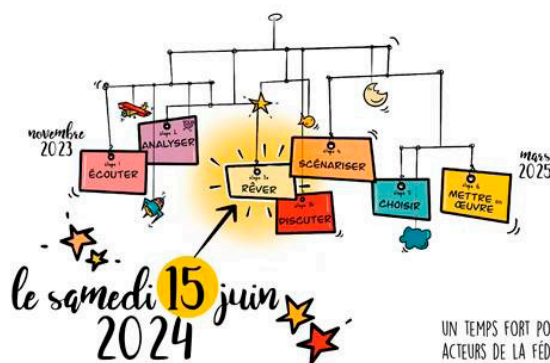
Laurent NINH
direction@sainteloi-csc86.org

3 cités

Vincent DIVOUX
direction@3cites-csc86.org



DANS LE CADRE DU PARCOURS
« PENSER LA FÉDÉRATION DE
DEMAIN » LA FÉDÉRATION PROPOSE
UN MOMENT FESTIF, PÉTILLANT ET
RÊVEUR ...



le samedi 15 juin
2024

UN TEMPS FORT POUR TOUS LES
ACTEURS DE LA FÉDÉRATION DES
CENTRES SOCIAUX DE LA VIENNE

La Ripaille des Rêves

RÊVERIES ET VICTUAILES SUR LE GRILL !



un rêve
je crois !



c'est quoi ?
→ au menu

RÊVER AUTOUR DES ENJEUX POUR PENSER LA FÉDÉRATION DE DEMAIN

c'est où ?



au château
d'Ayron

6, RUE DU DOCTEUR DESORMEAUX
86 190 AYRON

- 9H30 ACCUEIL
D'OÙ ON VIENT — VERS OÙ ON VA, UN
PARCOURS PRODUCTIF ET PÉTILLANT !
- 10H00 RÊVERIES : DU RÉEL AUX RÊVES AZIMUTÉS !
- 12H45 REPAS PARTAGE
- 14H15 RÊVERIES : SÉLECTION DE RÊVES ET
PROPOSITIONS CRÉATIVES
- 17H00 JEUX, BALADES, PAPOTAGES ...
- 19H00 BARBECUE EN MUSIQUE

un rêve
à partager

POUR CETTE BELLE OCCASION, NOUS VOUS
DEMANDONS DE VENIR AVEC UN RÊVE
FORMULÉ ET ÉCRIT SUR LE NUAGE CI-JOINT :
« MON RÊVE POUR LA FÉDÉ » !

MON RÊVE POUR LA FÉDÉ



Le Ripaille des Rôves

RÊVERIES ET VICTUAILLES SUR LE GRILL !



Vous trouverez ici 4 extraits choisis pour leurs sérieux, leurs sens et leurs pétillances. C'est aussi une manière de vous donner le gout de découvrir l'ensemble du scénario !

Pour poursuivre et mieux comprendre l'ensemble du scénario cliquez [ICI](#), et/ou contactez un membre du groupe fédéralisme (voir page 30), l'équipe ou le bureau !

1.1 LE MÉTACONTEXTE

Notre socle politique commun a été co-construit entre 2022 et 2024 par de nombreux acteurs et instances du réseau national. Voici un résumé du socle que les Fédérations et associations adhérentes défendent et dont elles font vivre ses ambitions :

POUR UNE TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE, CITOYENNE ET SOLIDAIRE DE LA SOCIÉTÉ

Nous voulons une société respectueuse du vivant avec une utilisation responsable des ressources. L'écologie que l'on défend est une écologie populaire, solidaire et joyeuse, qui apporte une réponse digne aux besoins des habitant·es, réduit les inégalités sociales et s'appuie sur la participation et l'émancipation de toutes et tous, pour plus de justice sociale et environnementale. Nous visons des relations plus saines, solidaires et durables entre les humains et permettant une meilleure qualité de vie, le partage équitable des richesses et des biens communs matériels (eau, alimentation, énergie, etc.) et immatériels (santé, éducation, arts et culture, etc.). Cela nécessite une transformation profonde et démocratique de notre société.

POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉGALITAIRE, ÉQUITABLE ET ENGAGÉE CONTRE LA PAUVRETÉ

Nous voulons une société où l'ensemble des richesses (économiques, culturelles, sociales et naturelles) soient équitablement partagées et adaptées aux besoins de chacun·e pour permettre de vivre dignement.

CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ OÙ CHACUN·E TROUVE ET PREND SA PLACE

Nous voulons une société où chacun·e trouve et prend la place qui lui convient en nous appuyant sur la qualité des liens sociaux, la rencontre, l'interconnaissance, la convivialité, l'expression et la richesse culturelle. Dans cette perspective, nous voulons agir pour une société où la place de chacun·e se lit d'abord à l'aune de la place faite aux personnes en situation de vulnérabilité, d'exclusion et/ou d'isolement.

POUR UNE DÉMOCRATIE EN MOUVEMENT, CONSTRUITE PAR ET POUR TOUTES ET TOUS

Nous voulons une démocratie délibérative et vivante :

- **Délibérative** : elle repose sur la liberté d'information et d'opinion, le débat, l'expérimentation et la diversité des formes de participation (vote, instances représentatives, instances participatives...). Nous voulons que les personnes soient associées aux décisions politiques qui les concernent et que les désaccords puissent s'exprimer et nourrir la réflexion collective.

- **Vivante** : elle repose sur des personnes qui s'engagent dans des actions collectives pour une société plus juste, conviviale et respectueuse de chacun·e. Elle assure la liberté et l'autonomie de ces collectifs et plus généralement de l'action associative. Elle promeut les coopérations entre acteurs, privés comme publics.

Pour aller plus loin découvrir notre socle politique complet [ICI](#).

2.1 PART POLITIQUE – EXTRAIT DU SCÉNARIO FÉDÉRALISME 2028

La Fédération s'affirme comme une force politique pour résister, exister, et accompagner vers une société plus juste (voir notre socle politique commun). La Fédération affirme le portage de l'inclusion comme politique. La Fédération est ouverte à toutes et tous, quel que soit le parcours, les origines, les croyances. Elle est respectueuse du plus grand nombre.

Elle a pour objectif d'amener le fédéralisme vers la maturité et lui permettre d'être en capacité de prendre part aux rapports de force dans l'espace public.

Plus que jamais, la Fédération est politique : elle réfléchit et travaille sur des questions sociales, définies par et avec le réseau. A ce titre, elle défend à la fois le socle politique de la Fédération nationale, ses positionnements et elle est aussi une caisse de résonance des travaux menés par les structures, localement. Elle prend part au projet de réseau national de 2024-2032 mais peut également développer des axes propres.

En 2028, elle défend un modèle particulier, celui du Centre Social et de l'Espace de Vie Sociale.

La Fédération coordonne les projets mis en œuvre, elle défend des positionnements politiques dans la sphère publique et assure le lien des structures entre-elles. Son discours politique est porté sous la forme

2.2.4 UNE FÉDÉRATION MISSIONNÉE – EXTRAIT DU SCÉNARIO FÉDÉRALISME 2028

Les missions sont articulées en Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) :

UNE FÉDÉRATION POUR S'ACCOMPAGNER : APPUI, ACCOMPAGNEMENT, SOUTIEN, PROTECTION

Le soutien est un élément socle de la Fédération. Le fédéralisme est un espace de répit et de soutien, quand il y a des difficultés, quand il y a besoin de prendre de la distance, quand il y a besoin d'éclairages, quand il y a des envies de partager. Notre Fédération est en veille sur la situation des centres sociaux et des Espaces de Vie Sociale. Elle est disponible pour

le soutien, elle est interpellable, elle sait réagir. Quand notre Fédération intervient en soutien des structures, elle prend corps, elle est identifiée. Cette mission relève d'une responsabilité élargie et n'est pas attribuée qu'aux personnes dirigeantes.

Notre Fédération écoute, comprend et est attentive aux éléments qui déstabilisent la stratégie et l'action. Elle tente de prévenir et/ou d'accompagner les résolutions de crises.

Notre Fédération est proactive et propose d'aborder, de creuser des sujets impactants pour les structures.

Elle appui les moments socles (contrat de projet, CPO...).

Elle développe les compétences des acteurs du réseau. Elle appui les recrutements et le quotidien des directions (en particulier les nouvelles).

Elle accompagne les collectifs d'habitant-es dans le cadre de préfiguration de structures (EVS ou CS).

Notre Fédération s'appuie sur le fédéralisme pour accompagner. Elle facilite les soutiens inter structures, toujours dans une approche conviviale et solidaire.

Les processus pour s'accompagner sont formalisés et diffusés pour un fédéralisme en mouvement, agile.

UNE FÉDÉRATION POUR FAIRE SOCIÉTÉ : REPRÉSENTATION, PLAIDOYER

Notre Fédération anime le débat d'idées, du sens. Elle travaille collectivement des positionnements politiques revendicatifs pour défendre nos valeurs fondamentales communes. Elle représente, défend, convainc autour de questions sociales avec les associations adhérentes. Elle est apaisante mais pas apolitique. Elle anime la mobilisation des associations adhérentes et des partenaires. Elle est présente dans des instances décisionnelles et institutionnelles et/ou elle mandate des structures pour la représenter dans ces instances ou dans des manifestations qui abordent des sujets de société.

UNE FÉDÉRATION POUR ANIMER UN RÉSEAU

Notre Fédération anime le réseau des associations adhérentes pour développer notre agilité collective. Elle cultive les valeurs socle, une vision partagée de l'organisation sociale, elle cherche à faire culture commune, et permettre à chacun-e de trouver sa place et du sens. Elle valorise les actions, projets, idées des associations adhérentes. Elle est impliquée dans les instances du fédéralisme et ses différents espaces : régional, national, inter fédéral, international. Elle impulse ou renforce les liens des associations avec des partenaires professionnels et associatifs.

UNE FÉDÉRATION POUR EXPÉRIMENTER AVEC DES ASSOCIATIONS ADHÉRENTES MANDATÉES

Notre Fédération encourage, soutien ou impulse des expérimentations. Ces expérimentations sont portées par des associations adhérentes mandatées. Chaque structure s'engage et consacre du temps à la Fédération dans la mise en oeuvre de projets. L'association adhérente est mandatée par la Fédération sur une thématique, son engagement est quantifié. Un ou des salarié-es et/ou administrateur-trices sont choisi-es par l'association pour porter ce mandat. Le mandat est périmétré pour son nombre d'actions comme pour sa durée. Les associations adhérentes mandatées s'engagent à porter pour un ensemble d'adhérents, à produire des connaissances et à les partager avec l'ensemble des associations adhérentes.

UNE FÉDÉRATION POUR PORTER

Notre Fédération porte des missions d'intérêt général, des dispositifs s'ils ont du sens pour elle.

UNE FÉDÉRATION ATTENTIVE À ELLE-MÊME ET À SES ASSOCIATIONS ADHÉRENTES

Notre Fédération prend soin de l'implication de ses administrateur-trices et de la qualité de vie au travail de ses équipes. Elle informe, prend en compte les rythmes de ses différents acteurs, et veille à la qualité de vie au travail des équipes et à la qualité de vie des administrateur-trices dans leurs engagements. « On doit prendre soin de nous pour prendre soin des autres ».

Elle assume, prends le temps de s'occuper de sa vie associative propre. Elle est attentive, expérimente et formalise des méthodes de travail associé.

2.3.6 UNE IMPLICATION PÉTALISÉE – EXTRAIT DU SCÉNARIO FÉDÉRALISME 2028

L'implication pétalisée définit des modalités d'interactions qui permettent de porter la responsabilisation et de sortir d'une posture d'utilisation ou de consommation. Nous sommes forts ensemble, portés par nos valeurs et notre vision de la société.

Le fédéralisme s'active parce que les structures s'engagent réciproquement avec la Fédération. Chacun-e a trouvé sa place dans l'action. Il s'agit d'une relation à double sens : donnant-donnant dans un format contractualisé.

Chaque structure dédie « un temps fédéralisme » à la Fédération. Cette part solidaire est endossée de manière équitable (et non égale). Elle s'active par un intérêt, une envie, des apports possibles, etc. Ce temps est favorable à la prise d'initiatives et à la réalisation de projets ou d'actions au service du plus grand nombre et du territoire.

L'adhésion à la Fédération constitue un engagement : les associations adhérentes s'engagent à participer aux activités fédérales dans un format défini

4.1.2 UNE VEILLE AFFÛTÉE – EXTRAIT DU SCÉNARIO FÉDÉRALISME 2028

La Fédération organise un espionnage pédagogique dynamique. Il consiste à être à l'affût des bonnes idées et des bonnes pratiques émergentes ou en cours dans tous les secteurs d'activité, et en particulier dans les organisations associatives, d'éducation populaire ou relevant de l'Économie Sociale et Solidaire. Les espion-nés pédagogiques à l'oeuvre interviennent, toujours en lien avec la Fédération et disposent d'un matricule presque secret. Ces équipes d'espionnage mettent régulièrement en commun leurs découvertes qui sont, par la suite, partagées au plus grand nombre. Elles peuvent être missionnées pour des missions particulièrement exigeantes et drôles les obligeant à agir sous couverture pour le plus grand bien de la Fédération et de son fédéralisme.

BILAN

en K€	31/12/24	31/12/23	Variation
Immobilisations incorporelles	0	0	0
Immobilisations corporelles	14	20	-6
Immobilisations financières	1	1	0
Stocks et en-cours	0	0	0
Créances clients et rattachés	75	61	14
Autres créances	29	15	14
Liquidités et VMP	215	179	36
Comptes de régularisation actifs	0	6	-6
TOTAL ACTIF	334	282	52
Fonds propres	166	138	28
Fonds reportés et dédiés	78	17	61
Provisions	34	29	5
Dettes financières	0	0	0
Dettes fournisseurs et rattachés	11	51	-40
Dettes des legs sur donations	0	0	0
Dettes fiscales et sociales	44	47	-3
Autres dettes	1	0	1
Compte de régularisation passifs	0	0	0
TOTAL PASSIF	334	282	52
Fonds de roulement	263	163	100
Trésorerie	215	179	36
Besoin en fond de roulement (BFR)	48	-16	64
Budget des charges	548	479	69
Nombre de jours de FR	175	124	51
Nombre de mois de FR	6	4	1,7

BUDGET 2024

ACHATS	6 853,77 €
Achats de marchandises	427,98 €
EDF/GDF	616,58 €
Carburant	1 574,97 €
Prdts d'entretien	111,62 €
Petit équipement, outillage	1 178,78 €
Fournitures de bureau	-
Fournitures photocopieur	1 552,13 €
Fournitures informatique	1 143,46 €
Alimentation et boisson	248,25 €
SERVICES EXTÉRIEURS	36 072,15 €
Sous-traitance	1 400,86 €
Locati. immob. et charges loc	20 788,50 €
Location photocopieur	2 304,00 €
Entretien, Réparations	3 206,69 €
Assist. Techn. Inform. et Tel.	3 147,21 €
Assurance	3 906,55 €
Documentation générale	841,14 €
Formations des bénévoles	477,20 €
AUTRES SERVICES EXT.	126 288,49 €
Indemnité service civique	7 304,25 €
Honoraires	2 675,67 €
Honoraires externes	32 716,66 €
Publicité, Publications	1 307,30 €
Déplacement du person.	3 965,10 €
Mission et études	5 983,20 €
Déplacement bénévoles	770,80 €
Frais postaux	129,00 €
Frais télécom. et télécopie	3 525,90 €
Frais service bancaire	183,44 €
Cotisations	43 204,60 €

Frais AG FCSV, Div. Manif	18 148,98 €
Frais traitement tickets restau	2 592,67 €
Frais AG FCSF	2 065,50 €
Formation du personnel	1 715,42 €
IMPOTS ET TAXES	3 991,87 €
Habitat formation	3 991,87 €
CHARGES PERSONNEL	234 727,41 €
Salaires Bruts	171 813,96 €
Congés payés	-2 048,00 €
Charges congés payés	-819,00 €
Mutuelle	2 656,08 €
Charges sociales	63 124,37 €
AUTRES CHARGES GE	53 292,40 €
Pertes sur créances	- €
Ajustement compte	8 065,60 €
Opérations faites en commun	45 226,80 €
CHARGES EXCEPTION.	4 788,63 €
Charges opération gestion	-
Eléments actifs cédés	29,62 €
Pertes sur exercices ant.	4 759,01 €
AMORTISSEMENTS	90 011,02 €
Matériel roulant	4 575,75 €
Matériel handicap	83,36 €
Aménagement locaux	433,27 €
Matériel de Bureau+Mob	961,63 €
Matériel informatique	323,01 €
Provision retraite	5 378,00 €
Fonds dédiés	78 256,00 €

PRODUITS D'EXPLOITAT.	16 530,15 €
Divers produits services rendu	15 332,95 €
Autres produits activités annexes	1 197,20 €
SUBVENTION EXPLOITAT.	344 663,66 €
Postes FONJEP	11 252,00 €
FDVA ETAT	1 500,00 €
DRJSCS BOP 177	6 559,00 €
ASP Alternance	4 000,00 €
ASP Service civique	9 960,00 €
Subv. avec conv.Département	7 500,00 €
Subv. sans conv. Ville Poitiers	14 000,00 €
Subv De base CAF	67 500,00 €
Subv. Sénacs CAF	- €
Subv. DAV CAF	- €
Subv. DAV Promeneur du Net	20 000,00 €
Subv. CAF Projet familles	15 000,00 €
Subv; CAF Réseau Jeunes	/
Subv avec conv. MSA	5 150,00 €
FCSF CGET jeunes	- €
FCSF Projet fédéralisme	15 000,00 €
FCSF Ingénierie	4 000,00 €
DDCS CPO Jeunes	/
DRAJES réseau jeunes	6 000,00 €
Erasmus	57 839,00 €
Erasmus Fonds dédiés	17 108,60 €
UR CSX Aquitaine Service Civique	13 476,90 €
UR CSX Communication	9 408,00 €
UR CSX Aquitaine Jeunes	- €
UR CSX Aller vers	12 790,40 €
UR CSX Aquitaine Interventions	10 079,76 €
URNACS Poste	36 540,00 €

AUTRES PRODUITS	210 176,05 €
Opérat. faite en commun SJ	44 610,30 €
Autres produits divers	4 138,62 €
Cotisations des centres	161 427,13 €
PRODUITS FINANCIERS	2 277,55 €
Produits des intérêts	2 277,55 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 897,25 €
Produits exceptls/exer antér	1 897,25 €
TRANSFERTS DE CHARGES	8 486,28 €
Transfert de charges FOSFORA	6 900,00 €
Fonds Dédiés Réseau jeunes	
Formation personnel	1 586,28 €

TOTAL CHARGES 556 025,74 €

EXCÉDENT 28 005,20 €

TOTAL GÉNÉRAL
584 030,94 €

BUDGET PRÉVISIONNEL 2025

ACHATS	6 250,00 €	AUTRES SERV. EXT.	142 155,00 €
Achat de marchandises	400,00 €	Indemnité service civique	2 000,00 €
EDF	650,00 €	Honoraires	4 400,00 €
Carburant	1 800,00 €	Honoraires externes	31 500,00 €
Produits d'entretien	150,00 €	Publicité, Publications	500,00 €
Petit équipement, outil.	150,00 €	Déplacement du person.	2 500,00 €
Fournitures de bureau	100,00 €	Mission et études	4 000,00 €
Fournitures photocopieur	2 000,00 €	Déplacement bénévoles	600,00 €
Fournitures informatique	800,00 €	Frais déménagement	9 000,00 €
Alimentation et boisson	200,00 €	Frais postaux	100,00 €
SERV. EXTERIEURS	31 900,00 €	Frais télécom. et télécopie	3 500,00 €
Sous-traitance générale	1 400,00 €	Frais service bancaire	180,00 €
Location immob. et ch.	18 000,00 €	Cotisations	42 000,00 €
Location photocopieur	1 300,00 €	Frais AG FCSV, Div. Manif	32 375,00 €
Entretien, Réparation	1 000,00 €	Frais traitement tickets restau	2 500,00 €
Assist.Techn.Infor.et Tel.	4 000,00 €	Bénévolat compétence	2 000,00 €
Assurance	3 800,00 €	Frais AG FCSF	2 000,00 €
Documentation générale	900,00 €	Formation du personnel	3 000,00 €
Formation des bénévoles	1 500,00 €	IMPOTS ET TAXES	3 300,00 €
		Habitat-Formation	3 300,00 €
		CHARG. PERSONNEL	276 490,00 €
		Salaires Bruts	185 700,00 €
		Congés payés + charges	8 500,00 €
		Mutuelle	4 000,00 €
		Charges Sociales Employ.	78 290,00 €
		AUTRES CHARGES GEST	46 000,00 €
		Opérations faites en com.	46 000,00 €
		AMORTISSEMENTS	4 855,00 €
		Matériel Roulant	3 150,00 €
		Aménagement locaux	440,00 €
		Mobilier de Bureau	970,00 €
		Matériel informatique	295,00 €

PDTS D'EXPLOITATION	8 000,00 €
Divers prdts services rendus	3 500,00 €
Autres prodts activités annex	4 500,00 €
SUBV. D'EXPLOITATION	285 450,00 €
Postes FONJEP	11 000,00 €
FDVA ETAT	3 000,00 €
DRJSCS BOP 177	6 200,00 €
Eramus jeunesse	57 000,00 €
ASP Service civique	6 500,00 €
Subv. avec conv. Département	8 000,00 €
Subv. sans conv. Ville Poitiers	14 000,00 €
Subv. De base CAF	67 500,00 €
Subv. Passeur du Net	24 000,00 €
Subv. Parentalité	15 000,00 €
Subv avec conv. MSA	5 150,00 €
DDCS CPO Jeunes	6 000,00 €
FCSF Fosfora ingénierie	4 000,00 €
FCSF Fédéralisme fonds mut	10 000,00 €
UR CSX Aquitaine Service Civique	3 500,00 €
UR CSX Communication	8 000,00 €
UR CSX Aquitaine Interventions	6 000,00 €
URNACS Poste Denis	18 000,00 €
URNACS Locaux	11 100,00 €
URNACS Comptabilité	1 500,00 €

AUTRES PRODUITS	206 000,00 €
Opérat. faite en commun SJ	45 000,00 €
Cotisations des centres	161 000,00 €
PRODUITS FINANCIERS	1 000,00 €
Produits des intérêts	1 000,00 €
TRANSFERT DE CHARGES	10 500,00 €
Fosfora	7 500,00 €
Formation du personnel	3 000,00 €

TOTAL GÉNÉRAL
510 950,00 €



Contact

accueil@federation-csc86.org
15 rue des Écossais
86 000 Poitiers

<https://vienne.centres-sociaux.fr/>

